

COMITE DE COORDINATION HYDRAULIQUE
DE LA CHAINE DES ETANGS LITTORAUX DU BORN ET DU BUCH
Compte-rendu de la réunion n°3

Vendredi 10 Décembre 2010, Parentis-en-Born, 14h30 – 16h15

Objet de la réunion :

Rappel : le comité de coordination hydraulique se réunit au moins deux fois par an aux périodes de transition entre les basses eaux et les hautes eaux (printemps et automne). Il peut également se réunir sur demande de l'un des membres en toute situation exceptionnelle nécessitant une concertation ou une décision collective.

Cette troisième réunion est à l'initiative du Syndicat Mixte Géolandes, dans le cadre d'une part de la transition entre les basses eaux et les hautes eaux et d'autre part dans le but d'aviser de la situation exceptionnelle occasionnée par les fortes précipitations du mois de Novembre, constatant que les cotes des vigilances de crue sont atteintes sur le lac de Parentis-Biscarrosse et l'étang d'Aureilhan.

L'ordre du jour était donc le suivant :

- Bilan de la période des basses eaux 2010
- Point de la situation hydraulique du mois de Novembre et préparation de la période des hautes eaux 2010 - 2011
- Organisation de la procédure réglementaire de révision des règlements d'eau
- Questions diverses

Personnes présentes (22) :

Ordre alphabétique

Michel ALEGRE (Conseiller municipal de la Teste de Buch – Délégué au SIBA)
Philippe ALIOTTI (Président de la CDC des Grands Lacs – Conseiller municipal de Parentis-en-Born)
Aline AMELOT-LEPEYTRE (Responsable prévention Base aérienne de Cazaux)
Michèle BIROCHAU (Maire d'Aureilhan)
Jean-Yves DELAUNAY (Conseiller municipal de Sanguinet)
Thomas DELHOUSTAL (Gardien des eaux – CDC des Grands lacs)
Guy DUCOURNAU (Maire de Gastes)
Xavier FORTINON (Syndicat Mixte GEOLANDES)
Lionel FOURNIER (Responsable du service Espace Littoral - Conseil Général des Landes)
Yves GUEDO (Maire de Sainte-Eulalie-en-Born)
Sylvain LACOSTE (Responsable environnement – Mairie de Biscarrosse)
Bernard LALUQUE (Maire adjoint de Saint-Paul en Born)
Olivier LAURIN (DDTM 40 – Service Police de l'Eau)
Michel MANSART (Adjoint au Maire d'Aureilhan - Délégué à la CDC de Mimizan)
Bernard MAURIN (Conseiller Municipal de Parentis en Born)
Capitaine MICARD (Base Aérienne de Cazaux)
Christian PLANTIER (Président de la Communauté de Communes de Mimizan – Maire de Mimizan)
Delphine PELOUIN (Animatrice du SAGE des étangs littoraux Born et Buch – Syndicat Mixte GEOLANDES)
Laurent PICKHAHN (technicien rivières et zones humides des CDC de Mimizan et des Grands Lacs)
Elisabeth REZER-SANDILLON (Conseillère municipale de Gujan-Mestras)
Jean-Marie TOURON (ONEMA – Service Départemental 40 – Responsable du secteur Nord-Ouest)
Jean-Maxime VITIELLO (Directeur des Services Techniques de la CDC des Grands Lacs)

Excusés : Nathalie BRICHE, Christian ERNANDORENA, Bernard GAILLARD, Michaëlle GION, Michel GOUSSAL, Samuel MAGUIS.

Documents remis en séance ou envoyés au préalable :

- Un diaporama a été présenté en cours de séance : voir copie ci-jointe
 - Joint au courrier de convocation : les délibérations des CDC de Mimizan et des Grands lacs, ainsi que le courrier d'accord de la base Aérienne en faveur de l'ouverture d'une enquête publique pour la révision des règlements d'eau
-

M. Guy Ducournau, en tant que coordonnateur de la thématique "gestion hydraulique" dans le cadre du SAGE, présidait ce comité de coordination hydraulique.

Introduction :

Après le rappel de l'ordre du jour de la réunion (voir page précédente), Guy Ducournau tient à réaffirmer l'intérêt du comité de coordination hydraulique et l'importance de la concertation autour de la chaîne des plans d'eau.

Cette instance permet en effet de faire des constats collectifs et de réagir ensemble dans des situations délicates comme au mois d'août dernier. Le comité de coordination hydraulique s'est en effet réuni à la demande de la Communauté de Communes des Grands Lacs, qui recevait des réclamations des usagers notamment du nautisme du fait d'un niveau exceptionnellement bas sur les deux grands lacs nord. Le bilan de la situation de crise a permis de mettre en évidence les causes purement météorologique et surtout de reconnaître les priorités en période de basses eaux, à savoir de sauvegarder la vie aquatique en aval des ouvrages en maintenant un écoulement minimal.

Il est satisfait de voir la gestion hydraulique s'organiser et la connaissance du système hydraulique progresser, et se félicite des prémices d'un règlement d'eau global sur la base du projet validé lors de la dernière Commission Locale de l'Eau (18 juin 2010).

1. Présentation du SIRIL – Système d'Information et de Régulation InterLacs

Laurent Pickhahn annonce l'inauguration du **SIRIL, Système d'Information et de Régulation InterLacs** et présente l'outil (voir aussi comité de coordination n°1 du 12 mai 2010 et également copie du diaporama ci-joint) :

- Le système fournit les niveaux quotidiens des trois grands plans d'eau au moyen de sondes automatiques installées sur la plupart des ouvrages (en projet sur Cazaux, discussion avec la base aérienne et la commune de la Teste de Buch)
- Les données et l'administration du SIRIL sont centralisées au siège de la Communauté de Communes des Grands Lacs
- L'accès aux données est partagée via une interface Internet didactique (alyane.com), sur laquelle un synoptique général permet d'interroger la situation de chaque ouvrage hydraulique équipé d'une sonde
- L'intérêt de ce système est également d'assurer la transparence vers le grand public, qui pourra consulter les niveaux d'eau et les lames d'eau déversantes via (prochainement) le Site Internet de la Communauté de Communes des Grands Lacs
- Précision : sur les ouvrages de la **Taffarde, de Probert et Navarosse** le système renseigne d'autres données :
 - la position des pelles des barrages,
 - les débits transitants vers l'aval
 - la lame d'eau déversante au dessus de la crête de barrage,
 - la température et le pH
 - des alarmes permettent en outre de détecter toute manoeuvre suspecte des ouvrages et alerter sur les actes de vandalisme
- Une proposition technique et financière est en cours d'examen par la Base Aérienne de Cazaux pour équiper l'Ecluse de la Teste de Buch et l'ancienne base d'hydraviation (lecture du niveau du lac)
- Au barrage de Mimizan seul le niveau de l'étang d'Aureilhan est relevé par une sonde automatique. La Communauté de Communes de Mimizan examine la possibilité de compléter le système en 2011, afin d'équiper le barrage d'un suivi du débit transitant et de l'ouverture des pelles du barrage (intérêt compte tenu du pompage par la Papeterie dans le courant de Mimizan et du contrôle du débit maximal acceptable par le barrage).

Laurent Pickhahn précise en effet qu'il est important de connaître les débits sortants en particulier aux deux exutoires finaux au nord (La Teste de Buch) et au Sud (Mimizan). Le barrage de Mimizan étant considéré comme le principal ouvrage régulateur sur la chaîne hydraulique.

2. Présentation du bilan hydraulique Mai - Novembre

Thomas Delhoustal présente les graphiques **d'évolution des niveaux d'eau des plans d'eau** mis en parallèle avec **la pluviométrie** enregistrée sur la période de Mai à Décembre 2010 (cf. Diaporama ci-joint). Il met ainsi en évidence des réactions hydrauliques différentes pour chacun des plans d'eau :

- **Aureilhan** : lors des précipitations de novembre l'élévation de niveau sur l'étang d'Aureilhan a été quasiment immédiate.
- **Parentis-Biscarrosse et Cazaux-Sanguinet** : le niveau de ces plans d'eau subit l'effet des précipitations avec un décalage de 15 jours environ

Il analyse ensuite ces mêmes graphiques **au regard du règlement d'eau provisoire** et présente les constats suivants :

- Le niveau du lac de **Cazaux-Sanguinet** est passé en dessous de la cote minimum de basses eaux dans la première quinzaine d'août et reste aujourd'hui en dessous de la cote minimum des hautes eaux malgré l'élévation de niveau dans la première quinzaine de novembre
- Le niveau du lac de **Parentis-Biscarrosse** est également passé en dessous de la cote minimum et a connu une forte élévation de niveau (+ 50 cm) entre fin octobre et fin novembre. Le niveau passe au dessus du niveau moyen indicatif de la période des hautes eaux mais reste en dessous du niveau maximum de hautes eaux
- Le niveau de **l'Etang d'Aureilhan** est resté globalement constant durant la période de Mai à Octobre à environ de 6,30 m NGF. Durant la période estivale le plan d'eau est resté au dessus du niveau moyen en dépit de la sécheresse sévère connue cet été. Ceci montre notamment la capacité d'alimentation très supérieure de son bassin versant comparée à celle des deux grands plans d'eau Nord.

Thomas Delhoustal explique que dès le début du mois de Novembre, il s'est avéré très vite impossible de réguler l'élévation des niveaux sur le lac de Parentis-Biscarrosse étant donné le volume de pluie, les débits importants qui transitaient par le Courant de Sainte-Eulalie (35 000 m³/h le 9 novembre) et compte-tenu également de l'élévation importante des niveaux sur l'étang d'Aureilhan (niveau de l'ordre de 6,70 m NGF à la mi Novembre) bien que le barrage de Mimizan ait été ouvert en totalité à cette période.

Discussion :

Michel Mansart témoigne sa satisfaction, estimant que la logique adoptée par le projet de règlement d'eau provisoire est bonne, d'autant qu'en se basant sur les données existantes le cadre proposé est adapté à la réalité de terrain.

Question sur les moyens permettant **d'anticiper** la manoeuvre des ouvrages :

- La communauté de communes des Grands Lacs est abonnée à "plein champ" (service destiné aux professionnels agricoles) lui permettant d'avoir des **prévisions météorologiques** précises et locales.
- les pluies intervenues en Novembre ont été plus abondantes que prévu
- Le Lac de Parentis-Biscarrosse était pourtant en dessous de la cote basse d'été (20,10 m NGF) jusqu'à fin Octobre
- Quelque soit les données dont les gestionnaires disposent, dans ce cas de pluies aussi abondantes pour une période aussi courte et lorsque le lac de Parentis-Biscarrosse dépasse sa cote moyenne d'hiver, il n'est **plus possible de réguler vraiment**.

Bernard Maurin fait mention des oppositions quant au niveau moyen des hautes eaux fixé pour le Lac de Parentis-Biscarrosse et informe qu'une motion de rejet a été prise en ce sens par l'ACGELB.

Delphine Pelouin explique que ce niveau moyen est une valeur indicative pour les gestionnaires et ne prend pas de valeur réglementaire dans le projet de règlement.

Elle rappelle que toutes **les cotes proposées sont le reflet des cotes moyennes enregistrées sur une période de 15 ans sur les trois plans d'eau concernés**. S'opposer à la cote moyenne indiquée pour la période de hautes eaux revient donc à réfuter les chiffres de relevés de niveau.

Laurent Pickhahn confirme suite à une demande de précision, que les ouvrages de la Taffarde et de Probert ont été **vandalisés** rendant les ouvrages totalement non manoeuvrables. Outre l'illégalité de ces actes, les services techniques ont dû procéder aux réparations dans l'urgence impliquant un coût pour la collectivité.

Le comité de coordination reconnaît collectivement que ce type d'acte est intolérable.

Xavier Fortinon fait remarquer qu'au vu des constats fait sur le fonctionnement en période de hautes eaux, il apparaît primordial de marquer un niveau bas en fin d'été et à l'automne sur l'étang d'Aureilhan, afin d'optimiser les possibilités d'absorber les pluies d'automne et d'hiver.

Par ailleurs, Xavier Fortinon revient sur les questionnements quant à **l'utilité des ouvrages** lors de ce type d'épisode météorologique. Il faut reconnaître qu'en période de crue les ouvrages semblent peu efficaces. Il signale cependant que le retour en arrière n'est pas envisageable, en expliquant que l'existence de ces ouvrages a instauré une ligne de rivage moyenne des plans d'eau sur **la base de laquelle les activités touristiques et l'urbanisation se sont organisées**.

Tout en reconnaissant que le maintien d'une cote fixe des plans d'eau semble irréalisable, Philippe Aliotti s'interroge sur les répercussions écologiques d'une gestion qui tendrait à maintenir ces niveaux fixes, quand bien même des moyens techniques le permettrait.

Une cote fixe est-elle viable pour le fonctionnement général des plans d'eau ? Le bon état des plans d'eau étant la condition au maintien des activités touristiques, de loisirs et du cadre de vie. Il présume que cet objectif n'est en effet pas souhaitable pour les milieux naturels et ne peut donc l'être pour la collectivité. Par conséquent, la demande du maintien d'une cote fixe de 20,40 m NGF sur le Lac de Parentis Biscarrosse, comme certains acteurs le demandent encore, quand bien même nous pourrions la réaliser ne serait pas souhaitable pour l'intérêt général.

Yves Guédo rapporte les avis des administrés mettant en cause les modifications sur les bassins versant des plans d'eau qui auraient pour conséquence d'accélérer les transferts d'eau d'amont en aval. **Les flux ne sont plus équilibrés**. Au contraire, les crâtes qui autrefois étaient entretenues pour simplement canaliser le ruissellement, sont aujourd'hui pour certaines trop profondes, drainant la nappe superficielle. Cela génère également un ensablement plus rapide des plans d'eau et du réseau hydrographique en aval. Il demande à ce que cette problématique soit clairement abordée et que des solutions soient recherchées dans ce sens, car il est évident que les solutions sur la chaîne des lacs sont limitées.

Dans ce même sens, plusieurs personnes de l'assistance suggèrent que des **zones d'expansion de crue** soient recherchées en amont des lacs.

Xavier Fortinon répond que c'est exactement **le travail du SAGE**, visant à réfléchir aux solutions coordonnées possibles à l'échelle du bassin versant. Il indique néanmoins que des activités, qui font partie des évolutions d'occupation du sol de ce secteur au même titre que la valorisation touristique, se sont développées sur les têtes de bassin. Il s'agit d'en tenir compte et de poser un diagnostic objectif des impacts respectifs.

Delphine Pelouin ajoute que l'étude en cours "inventaire et caractérisation des zones humides du bassin versant" doit identifier les zones humides jouant ou pouvant jouer un rôle important dans la régulation hydraulique du bassin versant. Les résultats sont attendus pour février 2011.

Elle précise cependant qu'il **ne faut pas surestimer les solutions possibles** dans ce domaine. En effet, compte tenu des volumes d'eau en jeu sur la chaîne des étangs, ce seraient des centaines d'hectare de zones humides tampons à gérer ou à regagner sur les bassins versant pour viser un effet notoire d'écrêtage à l'automne (rôle peut être plus efficace de soutien des niveaux en période de basses eaux avec une restitution progressive de l'eau stockée en hiver).

Olivier Laurin informe que la DDTM souhaite mener des expériences (travaux, gestion) sur des petits bassins versants visant à activer les fonctions tampon des nappes superficielles, gérées auparavant de cette manière en reprenant des pratiques anciennes. Il ne peut qu'inciter les élus de ces secteurs à se porter volontaires dans ces opérations pilotes.

Guy Ducournau souhaite souligner que cette année, alors que le secteur a connu une sécheresse historique, les gestionnaires et les collectivités ont su gérer la situation en réussissant à maintenir l'écoulement sur le Courant de Sainte-Eulalie. Il rappelle que cela n'avait pas été le cas certaines années, où les services de l'Etat avaient dû arbitrer en réponse au signalement de mortalité piscicole par la Fédération de pêche des Landes.

Et il ajoute que **cette amélioration dans la gestion locale** est due au fait d'avoir réussi à fixer au sein du comité de coordination, comme choix collectif prioritaire, le maintien de la vie biologique. Il tient à saluer aussi le suivi assidu et la gestion quotidienne effectuée par les services techniques renforcés par l'arrivée du gardien des eaux, ce qui permet d'établir des bilans et réagir finement et rapidement aux situations.

Enfin, il exprime sa satisfaction envers le **SIRIL** pour améliorer la compréhension des **usagers**. Cet outil apportera **la transparence** pour couper court aux mauvaises informations qui alimentent **les situations de crise et les conflits**.

Philippe Aliotti, Xavier Fortinon, Guy Ducournau s'accordent sur la nécessité de répondre aux contestations des chasseurs afin notamment d'expliquer le fonctionnement de la chaîne hydraulique.

Le schéma projeté par Laurent Pichhahn montrant les entrées et les sorties d'eau pour chaque plan d'eau sera tout à fait adapté.

Philippe Aliotti propose de réunir l'ACGELB, les ACCA et les APPMA ainsi que les fédérations départementales des Landes et cette réunion est programmée le 16 décembre.

3. Procédure réglementaire de révision des règlements d'eau

Delphine Pelouin rappelle rapidement l'avancement de la démarche :

- Une phase de rédaction et de concertation de janvier à mai 2010
- un projet de règlement d'eau adopté par la Commission Locale de l'Eau lors de sa dernière séance plénière (18 juin 2010, Parentis-en-Born)
- Les gestionnaires des ouvrages hydrauliques se sont prononcés en faveur de l'enquête publique:
 - Délibération de la CDC des Grands Lacs (23 juillet 2010)
 - Délibération de la CDC de Mimizan (13 octobre 2010)
 - Courrier d'accord du commandant de la Base Aérienne de Cazaux (8 octobre 2010)

La procédure réglementaire a proprement parler peut donc être engagée.

Olivier Laurin précise le contexte et les modalités de cette procédure :

- La révision des arrêtés préfectoraux en vigueur, portant règlement d'eau des ouvrages hydrauliques de la chaîne hydraulique, relève de l'application de la **Loi sur l'Eau** et à ce titre :
 - elle est soumise à enquête publique, qui portera sur l'ensemble des ouvrages de la chaîne hydraulique (inclus les barrages de la base aérienne de Cazaux)
 - l'enquête publique de droit commun, sera interdépartementale (Landes, Gironde) le préfet des Landes en sera le coordonnateur
 - il revient d'évaluer si les ouvrages et la régulation conduiront à une gestion équilibrée de l'eau qui se définit comme la gestion permettant les usages tout en préservant les milieux aquatiques
- ⇒ notice d'incidence
- **Particularités** de la procédure en l'occurrence :
 - le règlement d'eau proposé intègre une situation vécue depuis une décennie environ, ce qui revient à procéder à une régularisation, et s'apparente donc à une procédure similaire à la régularisation des piscicultures préexistantes à la Loi sur l'Eau ;
 - la notice d'incidence ne peut être construite complètement aujourd'hui puisque le principe adopté est de tester un règlement d'eau pendant une période probatoire, l'évaluation précise des incidences sur les usages notamment se fera donc durant cette période probatoire.
- Il recommande donc d'apporter les éléments suivants dans la notice du dossier d'enquête publique :
 - Une démonstration de l'intérêt du règlement proposé en mettant en évidence les améliorations qu'il implique et les outils qu'il apporte en terme de concertation, de suivi (SIRIL, tableau de bord), et de coordination
 - Présenter les incidences positives attendues en terme de transparence envers les usagers et les services de l'Etat (manoeuvre des ouvrages, niveaux des plans d'eau), de connaissances du fonctionnement hydraulique, sur la vision globale de bassin versant et la solidarité amont-aval
 - Une présentation des ouvrages hydrauliques
 - Un état initial des plans d'eau : usages et état écologique
 - Les indicateurs de suivi et notamment la présentation du SIRIL

CONCLUSIONS :

- Aucune consigne particulière de gestion n'est retenue pour la saison de hautes eaux en cours.
- La situation critique de ce début de période de hautes eaux réaffirme cependant, tel que cela est formulé dans le projet de règlement d'eau, la nécessité de marquer un niveau bas dans les plans d'eau en fin d'été et à l'automne pour permettre d'absorber les premières pluies d'hiver.
- Une réunion d'information sera organisée envers les chasseurs et les pêcheurs.
- Les mots de passe d'accès au SIRIL (Système d'Information et de Régulation Inter Lacs) seront adressés prochainement par courrier aux collectivités et gestionnaires.
- La procédure d'enquête publique portant sur la révision des règlements d'eau devrait être diligentée dans le premier semestre 2011.